

NOUS SOUTENONS L'APPEL : ANEM ! PER LA LENGA OCCITANA : ÒC !*

La préservation de la pluralité linguistique et culturelle dans le monde est un enjeu majeur pour les années à venir. En France, la situation légale est pourtant défavorable à cette préservation. La langue occitane, notamment, est particulièrement menacée par l'absence de politique positive pour sa transmission.

Il faut donc créer, sur l'ensemble des pays d'Oc, un environnement favorable à l'enseignement de la langue et dans la langue, à la création culturelle en occitan, à la présence de la langue dans les médias électroniques, audiovisuels et écrits, à son emploi dans la vie publique et sociale. Tout cela sera un encouragement à la transmission familiale de la langue d'oc.

Les médias

Nous voulons un service public de radio et de télévision en langue occitane.

Nous demandons une aide spécifique pour les opérateurs privés (radios associatives, télévisions, presse) qui travaillent en faveur de la langue d'oc.

La création

Le soutien à la création, c'est une politique spécifique en faveur de l'édition, du théâtre, du spectacle vivant en général, du cinéma et de la musique. La population doit pouvoir découvrir une culture trop souvent occultée.

L'enseignement

Il faut que chacun puisse choisir s'il le souhaite un enseignement sous des formes diverses :

- un enseignement en occitan (bilingue à parité horaire ou en immersion) ;
- un enseignement de la langue et de la culture d'oc ;
- un enseignement spécifique en direction des adultes.

Il s'agit d'une politique d'offre généralisée.

La vie publique

L'occitan doit être présent dans la vie publique. Cela veut dire par exemple :

- le respect de la toponymie et la mise en place d'une signalisation bilingue ;
- l'encouragement à l'utilisation de la langue d'oc dans les lieux publics et dans la vie sociale.

Toutes ces demandes ont pour seul but de permettre à une langue de vivre et à ceux qui le désirent de l'utiliser. Elles s'adressent à la fois aux collectivités locales occitanes (communes, communautés de communes, départements, régions) et à l'Etat. Chacun doit prendre en charge ce qui est de sa responsabilité. Il appartient à l'Etat d'adapter sa législation.

* Allons ! Pour la langue occitane : oui !

Institut d'Estudis Occitans, Felibrige, Federacion dels Ensehaïres de Lengua e Cultura d'Òc, Calandreta, Òc-Bi, Conselh de la Joventut d'Òc

Nom	Qualité-Profession	Adresse	Signature
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			